

Chasseur de frime

L'Express – Opinions – 16/11/16

Pauvreté n'est pas vice. Un proverbe bien français que le pouvoir veut royalement ignorer dans le cadre de l'accueil du sommet de la Francophonie la semaine prochaine. L'État met littéralement le paquet pour que les chefs d'État et toutes les délégations ayant confirmé leur présence, ne perçoivent pas en réalité ce qu'ils ont appris à travers les statistiques de la Banque Mondiale et des Nations-Unies, les drames humains qu'ils ont vus dans les reportages télévisés, n'aient pas l'impression qu'ils séjournent dans l'une des trois nations les plus pauvres au monde. Tout le monde y va de son ineptie pour qu'aucune trace de pauvreté ne vienne tacher l'évènement à travers lequel l'État entend montrer urbi et orbi le contraire de ce que ses détracteurs avancent à l'unanimité. Quelques infrastructures neuves construites par des entreprises chinoises en échange de gisements d'or ou d'autres minerais, une ville débarrassée de ses indigents, ramassés par camions et parqués quelque part, de ses milliers de scooters et charrettes, reflets d'une pauvreté à fleur de peau et d'une population admirable de courage préférant vivre que se révolter, relookée à la va-vite sur la partie empruntée par les illustres visiteurs.

L'État se plie en quatre pour démentir les chiffres par l'apparence, convaincre l'opinion par la frime en poussant le bouchon le plus loin possible avant que tout saute.

Le budget du sommet est soigneusement gardé secret mais il est patent que l'État déploie des moyens au dessus de ses possibilités. Les dépenses d'organisation sont fara...mineuses ne serait-ce que l'acquisition de véhicules 4x4 et berlines de luxe pour le transport de toutes les délégations. Quelques échantillons ont été aperçus hier à proximité d'Iavoloha. Les députés n'auront qu'à patienter. Ils en seront peut-être les héritiers sitôt le sommet terminé. C'est d'autant plus probable que le vote de la loi de finances n'aura lieu qu'en décembre. Le gouvernement pourra cette fois satisfaire leurs caprices. Une deuxième main vaut que rien du tout.

Pourtant, rien n'oblige l'État à dépenser plus qu'il n'a dans sa caisse. Contrairement à l'organisation des Jeux de la Francophonie dont la troisième édition avait eu lieu à Madagascar en 1997 et pour laquelle la Banque Mondiale avait plafonné le budget d'organisation, il n'y a aucune fixation budgétaire pour le sommet. D'aucuns avancent que par rapport à celui de Dakar en 2014, ce sommet coûte trois fois moins. Certes, mais quand l'État n'a pas les moyens pour solutionner le délestage, assurer la sécurité, démocratiser l'éducation et les soins, équiper les hôpitaux et les sapeurs-pompiers, il s'agit d'une absence du sens des priorités et de la hiérarchie.

Quand la gendarmerie se fait équiper par son homologue de La Réunion, quand on prive la population de la liberté de circuler, les élèves d'aller à l'école, quand on attend le sommet de la francophonie pour exonérer l'achat d'ambulance, cela nous rappelle étrangement que l'indépendance, pire, la souveraineté restent des notions qu'on ne pourra jamais concrétiser. Le drame est que, pour se faire beau, ce sont les autorités elles-mêmes qui imposent ces brimades.

L'erreur est d'avoir confié l'organisation de ce sommet à un pays dont on connaît les difficultés socio-politico-économiques. On se demande pourquoi les bailleurs de fonds n'ont pas émis de réserve comme lorsqu'ils ont interdit à l'État de ne plus subventionner la Jirama, Air Madagascar et les transporteurs.

Les seules et véritables retombées de ce sommet iront dans les caisses des établissements hôteliers de luxe et les traiteurs, le détenteur de tout le marché d'imprimerie, autrement dit l'entourage immédiat du Président. La population n'aura même pas le droit de jouer les figurants et de se trouver dans la...ligne de mire de la caméra.

Par Sylvain Ranjalahy

<http://www.lexpressmada.com/blog/opinions/chasseur-de-frime/>